

Bilan du projet Linky sur la période 2016-2021 et au futur cadre de régulation incitative

Date de la contribution : 04/01/2022

Introduction

2. UN PROJET QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS DE COUTS ET DE DELAIS

Question 1 : Avez-vous des remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky ?

GRDF n'a pas de remarques sur le bilan de la phase de déploiement en masse du projet Linky, mais s'interroge néanmoins sur le délai de 3 ans proposé pour la phase de déploiement diffus jusqu'en 2024.

En effet, compte tenu des problématiques d'accès à certains compteurs en l'absence de réponse du client, un objectif de 100% de déploiement d'ici 2024 (hors impossibilité technique ou refus explicite du client) semble très ambitieux.

3. DES GAINS GLOBALEMENT AU NIVEAU DES ATTENTES

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les gains réalisés grâce au projet Linky ?

Pas d'avis

Commentaire :

GRDF n'a pas d'avis sur l'analyse de la CRE concernant les gains réalisés grâce au projet Linky.

3.3.2 Les coûts de relève résiduelle

Question 3 : Pensez-vous qu'il faille faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Oui

Commentaire :

GRDF est d'accord avec la proposition de la CRE de faire supporter les coûts de relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts, sauf en cas d'incompatibilité technique dûment tracée dans le SI de l'opérateur comme cela est proposé. Ce critère présente l'avantage d'être fondé sur des éléments factuels et opposables pour conditionner la facturation de la relève résiduelle.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une approche en deux étapes ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à la mise en place d'une période intermédiaire telle que proposée par la CRE, dont la durée devra être alignée avec l'échéance de fin de déploiement diffus. Le caractère incitatif de cette étape permettra d'aider l'opérateur dans l'atteinte des objectifs de pose sur le diffus résiduel, et laisse aux derniers clients le temps de prendre leurs dispositions avant de basculer dans un mécanisme de facturation systématique.

Question 5 : Que pensez-vous des montants proposés ?

GRDF approuve le choix de la CRE de se caler sur le prix d'un relevé spécial du catalogue des prestations pour le montant cible après la fin du déploiement diffus. A ce stade, GRDF n'a pas de recul sur le niveau de prix proposé pendant la phase intermédiaire.

4.2.1 Renforcer la performance de la chaîne communicante

Question 6 : Êtes-vous favorable à la liste des indicateurs proposés par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

GRDF est en profond désaccord avec la proposition de tripler le montant des malus sur les indicateurs de qualité de comptage. Ces objectifs ont été fortement réévalués à la hausse suite à la délibération de décembre 2019, augmentant très fortement le risque de pénalités pour l'opérateur. Une période d'observation plus longue à la fin du déploiement industriel semble nécessaire avant d'instaurer éventuellement une telle augmentation des pénalités, d'autant que les courbes affichées par la CRE dans le chapitre 2.3 semblent se stabiliser à un niveau très légèrement inférieur à l'objectif, sans pour autant que cette situation ne soit jugée insatisfaisante par les fournisseurs.

Question 7 : Avez-vous une proposition d'indicateur pour suivre la qualité de la transmission des courbes de charge ?

GRDF n'a pas de proposition à formuler.

4.2.2 Faciliter la concrétisation des gains à l'échelle de la collectivité

Question 8 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur sur le délai de mise en place des calendriers fournisseurs par Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

GRDF n'a pas d'avis sur la question.

Question 9 : Voyez-vous d'autres indicateurs à ajouter pour favoriser l'utilisation des fonctionnalités avancées des compteurs ?

GRDF n'a pas de proposition à formuler.

4.2.3 Verser des indemnités directement au consommateur pour adresser les difficultés rencontrées par les consommateurs

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients par Enedis ?

Favorable

Commentaire :

GRDF est favorable à l'introduction d'indemnités versées aux clients affectés par un défaut de publication des données de comptage, sous réserve que le préjudice soit avéré et fasse l'objet d'une réclamation auprès d'ENEDIS.

Dans sa délibération, la CRE devra préciser les critères des cas « extrêmes » indiqués dans le cadre de la consultation publique, qui rendront le client éligible à un dédommagement.

Enfin, concernant le niveau de dédommagement du préjudice, GRDF estime qu'il devrait être indexé sur la composante comptage du tarif, sur laquelle porte la dégradation du service, plutôt que sur la facture globale du TURPE du client.

Question 11 : S'agissant du seuil de déclenchement, quelle est selon vous la durée de non communication et le nombre de jours de retard pour les prestations et la fourniture de données, qui vous paraissent engendrer un préjudice important justifiant le versement d'une telle indemnité ?

GRDF considère qu'il est pertinent de retenir un critère de 6 mois de non-communication des données de consommation, conformément à la proposition de la CRE, comme condition au versement d'une indemnité pour préjudice important.